

« En conscience, au nom de notre foi, voter Front National, c'est non » par des catholiques engagés et leurs amis, contre le FN.

Sens commun refuse de se prononcer entre les deux candidats à la présidentielle. La "Manif pour tous" appelle à ne pas voter Emmanuel Macron en raison des positions « anti-famille » de l'ancien ministre de l'économie. Le 24 avril dernier, une corrélation significative a pu être observée entre le vote des "catholiques pratiquants" et le vote Le Pen. Tout ceci donne à penser à certains que le vote catholique pourrait être légitimement compatible avec les idées portées par Mme Le Pen, voire que l'expérience de la foi catholique conduirait logiquement à voter Front National au second tour du scrutin présidentiel.

En réalité, la proportion des catholiques pratiquants à voter Front national est inférieure à la moyenne nationale. Surtout, examinons les arguments fréquemment avancés par ceux d'entre nous qui sont catholiques et envisagent d'accorder leur voix à Marine Le Pen le 7 mai prochain.

Primo,

beaucoup mettent en avant la fermeté prétendue des prises de position de la candidate du FN en faveur de la "vie". À ceux-là, il faut rappeler que le FN ne s'oppose pas au droit à l'avortement, et n'entend nullement remettre en cause la loi Veil. Inversement, en se déclarant personnellement favorable au rétablissement de la peine de mort, et en proposant que les Français statuent par référendum sur son rétablissement, Marine Le Pen ne prend pas seulement à front renversé la condamnation de la peine capitale unanimement formulée par Jean-Paul II, Benoît XVI et François : elle témoigne de la profonde ambiguïté du FN vis-à-vis de la "vie". Veut-on revenir sur cet acquis fondamental de la fraternité inconditionnelle et du renoncement à disposer de la vie d'autrui qu'est l'abolition de la peine de mort ?

Secundo,

et cela a été maintes fois répété par la Conférence Épiscopale de France, renoncer à l'expérience spirituelle et politique de l'hospitalité – comme le fait le FN à travers la politique de fermeture à l'immigration qu'il propose –, c'est à la fois nourrir une illusion coupable et trahir le plus profond de l'Évangile. Illusion car les 4 ou 5 millions de réfugiés Syriens qui stationnent aujourd'hui aux périphéries de l'Europe, en Turquie, au Liban, en Jordanie, ne sont que les prémices de cohortes de migrants qui pourraient bien fondre sur notre continent si nous laissons le climat se dérégler davantage, et si nous n'aidons pas à la résilience des sociétés des pays du Sud les plus fragiles. Croire que les Européens – *a fortiori* des Français isolés au sein de l'Europe – pourront endiguer de tels flux migratoires est aussi illusoire que le rêve de M. Trump de mettre fin à l'immigration mexicaine grâce à un mur. Il ne s'agit pas de nier l'ampleur des défis de l'immigration, ni de contester l'importance du débat sur ce qui fonde l'appartenance à une patrie. Mais dans son encyclique *Laudato si'*, le Pape François le souligne clairement : « Nous avons besoin de renforcer la conscience que nous sommes une seule famille humaine. Il n'y a pas de frontières ni de barrières politiques ou sociales qui nous permettent de nous isoler, et pour cela même il n'y a pas non plus de place pour la globalisation de l'indifférence. » Que les millions de Français.es qui vivent le déclassement et qui ont pâti des trente dernières années, fassent l'expérience de la mondialisation et de l'Europe contemporaine comme d'autant d'échecs, c'est d'une triste évidence. Mais cela ne peut conduire à souscrire au discours de haine qui vise à faire de l'immigré un bouc émissaire des malheurs de notre société. Une telle rhétorique est indigne de la société fraternelle que nous voulons tous concourir à édifier avec d'autres. Quant au refus, prôné par le FN, de l'automatisme du regroupement et du rapprochement familial, il conduira à déchirer définitivement des familles entières. Est-ce là promouvoir la famille ?

Tertio,

l'Europe. On peut fort bien vouloir réformer l'Union européenne actuelle, réviser les Traités, instruire le débat qui fait défaut, au sein de l'espace européen, sur la pertinence de l'austérité budgétaire. Mais la déclaration de 2012 de la COMECE^[1], dédiée à la zone euro, est on ne peut plus claire : l'intuition initiale du projet politique européen – faire la paix par l'union entre les Européens – est en quelque sorte non négociable pour nous, catholiques. Comment le Front National peut-il à la fois plaider pour que les racines chrétiennes

de la France soient inscrites dans la Constitution européenne et pour la sortie de la France hors de ce projet politique ?

Quarto,

le rapport à l'Église. "Je suis absolument croyante, mais je suis un peu fâchée avec l'Église. Du coup, je suis une catholique de parvis" déclarait Marine Le Pen dans un entretien pour *La Vie* du 16 juin 2011. Quant à sa réponse aux interventions de l'épiscopat français en faveur du respect des Roms et de la bioéthique, elle révèle en retour l'ecclésiologie fondamentale de Mme Le Pen : "Les curés devraient rester dans leur sacristie, surtout quand on voit leurs résultats. Une partie de l'effondrement moral de nos sociétés, de l'avancée de l'individualisme et du consumérisme, est liée à l'affaiblissement de l'Église. Si les prêtres s'occupaient de leurs ouailles plutôt que de politique, cette situation serait probablement réversible." Refuser à l'Église catholique le droit de contribuer au débat démocratique, voilà qui, pour le moins, trahit une vision peu respectueuse des confessions religieuses – chrétiennes ou autres – et de la laïcité républicaine. Laquelle ne consiste pas à cantonner "les curés" dans leur sacristie, mais à garantir les conditions d'un débat équitable entre propositions spirituelles au sein de l'espace public, pour que l'émulation éthique inspire à chacune de donner le meilleur d'elle-même. Accuser l'Église d'être elle-même responsable de l'individualisme et du consumérisme ambiants, c'est trahir l'ignorance qu'on a d'elle, et révéler que l'on ne se tient même plus sur son parvis.

En conscience, au nom de notre foi, voter Front National, c'est non

Guy Coq, philosophe, **Gaël Giraud**, prêtre, jésuite, chef économiste de l'Agence Française de Développement, **Véronique Margron**, religieuse dominicaine, théologienne, doyen honoraire de la faculté de théologie de l'Université catholique de l'Ouest, **Olivier Mongin**, directeur de publication de la revue *Esprit*, **Bernard Perret**, économiste, **Cécile Renouard**, religieuse de l'Assomption, professeur au Centre Sèvres – Facultés jésuites de Paris et directrice du programme Codev à l'ESSEC, **François Soulage**, président de *Chrétiens en Forum*

Texte paru, le 28 avril 2017, sur le site du journal *La Croix*